# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 2 AVRIL 1873. 42me Année.


BUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
MERCREDI MATIN 2 AVRIL.

Prix de l'abonnement.

| | |
|---|---|
| 1 an | $14 |
| 6 mois | 7 |
| 3 mois | 3 50 |
| 1 mois | 1 25 |

Prix du numéro ..... 5 cents.

AVIS.

L'Abeille ne se vend que l'année le numéro dans nos bureaux et au détail.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru dans la semaine. Prix, 5c par an, et 10 cts le numéro.


VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces :

Par le Shérif, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Perdido—dix terrains dans l'île ci-devant nommée Isle Aux Anes, Delachaise, Jérôme et Evard.

Par Placide J. Sporl, en No et Passage de la Bourse—deux pianos, linge, malles, &c.

Par Lloyd Sears & Son, en No 42 de la rue Charlevoix—bureau, comptoir et pupitre.

Par Stephen Tourné, en No 26 de la rue Hôpital—environ 1 brl.

Par Hoffman, Martin & Co., en No 22 de la rue de Chartres—marchandises sèches et fixtures.

Par Manoleny, en faillite.

ATTENTION!

☞ Propriétés de valeur à échoir par le Shérif.

Nous appelons l'attention du public sur la vente à l'encherre qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du Shérif, de dix terrains avec les améliorations qui s'y trouvent, dans le Deuxième District de cette ville, rue Ste-Anne, l'un d'eux formant l'angle des rues Ste-Anne et Dauphine.

Pour le détail, voir aux annonces.

Pour lecture.—Voyez l'annonce de D. E. Morphy, arpenteur.

SPECTACLES.

Mercredi, 2 avril 1873.

OPÉRA.—Les Premiers Terribles—Les Folies Dramatiques.

VARIÉTÉS.—A midi et le soir, David Garrick.

ACADÉMIE.—Grande Troupe de W. B. Cavanagh.

NEW-CHARLES.—Mazeppa.

MUSÉE D'ANATOMIE.—39 rue St-Charles.


## Un Noble Exemple.

Un de nos confrères, le *Picayune*, adressait dernièrement un appel au barreau de la Louisiane pour qu'il prît en mains la défense de la cause du peuple. Sans attendre cet appel, le barreau de Shreveport a pris une initiative qui l'honore, et nous espérons que l'exemple de patriotisme et d'abnégation qu'il vient de donner sera suivi dans un grand nombre de paroisses. Le barreau de Shreveport a non-seulement offert ses services gratuits aux contribuables pour résister aux taxes que le pseudo-gouverneur pourra tenter de faire collecter, mais encore il s'est engagé à appuyer les officiers de paroisse élus par le peuple. Si la même conduite eût été tenue partout, M. Kellogg, au lieu de commander la position, serait réduit à l'impuissance.

Voici le compte-rendu de cette réunion :

Conformément à un appel, les membres suivants du barreau de Shreveport, nous nous sommes réunis, aux bureaux de MM. Jones & de Monchac, ce 26 mars 1873.—MM. F. W. Nutt, A. H. Leonard, J. C. Monsarrat, T. W. Duncan, T. F. Bell, T. A. Flanagan, C. C. Lloyd, J. F. Ashton, T. Alexander, C. C. Henderson, J. W. Jones, Montfort Jones, E. Ligon Tenney, J. L. Sharp, Grove, R. L. Scott, E. B. Herndon, E. C. Bearden et C. P. Pegues, par représentants, W. B. Eagan et C. P. Pegues.

Sur motion, M. Duncan a été appelé au fauteuil et M. Blanchard prié de remplir les fonctions de secrétaire.

Le président et M. Leonard ayant expliqué le but du meeting, la lettre-circulaire du gouverneur a été lue :

ETAT DE LA LOUISIANE,
Bureau de l'Exécutif, Nlle-Orléans,
20 mars 1873.

Cher monsieur—Je suggère respectueusement que, dans le plus bref délai possible, un mass meeting de citoyens soit convoqué dans votre paroisse pour former une organisation complète, en vue de la résistance à la perception des taxes par le gouvernement Kellogg.

Je resterai à mon poste dans les officialités exécutives, autant que cela sera raisonnable, les pouvoirs et les fonctions de mon emploi, et je fais appel au peuple de l'Etat pour qu'il se rallie dans le but de me protéger et de me donner son aide et son appui dans mes efforts pour défendre ses droits et ses libertés.

Il est impossible que l'insurrection Kellogg puisse se prolonger au-delà de la session du Congrès, en décembre prochain, et je crois liberté est ensuite sera, alors, établie. Jusqu'à ce que la pétition que le peuple lutte de la résistance à la tyrannie et à l'usurpation, soyons fermement jusqu'à ce que la Cour suprême ait prononcé définitivement sur cette affaire.

Qu'il y ait unanimité parmi les hommes de la Louisiane, et la République sauvegardée, à la tête de laquelle est Wm. Pitt Kellogg, disparaîtra-t-il, en tant qu'il y a, la Louisiane jouira du gouvernement de son choix.

JOHN McENERY,
Gouverneur de la Louisiane.

La résolution suivante a été adoptée :

Il est résolu que nous endossons la juste ligne du gouverneur McEnery, dont nous apprécions la résistance à l'usurpation de Kellogg. Nous conseillons au peuple de la paroisse et de l'Etat d'en faire autant.

Les résolutions qui suivent ont également été précédées par les Messieurs, qui les ont signées, et l'assemblée les a adoptées :

Il est résolu que les soussignés, membres du barreau de Shreveport, offrent leurs services, *gratuitement*, aux contribuables de cette paroisse, à l'effet de les aider à éviter de réaliser au bénéficiaire des taxes que le "gouvernement Kellogg" cherche à percevoir :

| | |
|---|---|
| C. C. Henderson, | N. B. Eagan, |
| Duncan & Monsarrat, | E. B. Herndon, |
| Montfort & Jones, | Wm. Monsarrat, |
| E. Ligon Tenney, | J. A. Flanagan, |
| C. M. Pegues, | T. F. Bell, |
| James S. Sharp, | J. W. Jones, |
| N. C. Blanchard, | A. D. Land, |
| | J. L. Scott. |

Il est résolu que nous, soussignés, membres du barreau de Shreveport, nous nous engageons à soutenir les officiers de la paroisse élus par le peuple et qui commenceront actuellement leurs places, jusqu'à ce qu'il soit légalement décidé qu'ils n'y ont pas droit. Nous sommes d'opinion que ces officiers exercent leurs fonctions *de jure* et *de facto*, et que leurs actes légaux devraient être et seront reconnus comme tels.

| | |
|---|---|
| Montfort Jones | Nutt & Leonard, |
| Duncan & Monsarrat, | T. A. Flanagan, |
| W. B. Eagan, | T. F. Bell, |
| C. M. Pegues, | C. C. Henderson, |
| Jas S. Sharp, | E. Ligon Tenney, |
| | N. C. Blanchard. |

Le meeting s'est ajourné.

J. W. DUNCAN, Président.
N. C. BLANCHARD, Secrétaire.

LA RÉSISTANCE DANS LES PAROISSES.—Une réunion a eu lieu le 20 mars, à Houma, paroisse Terrebonne, sous la présidence du major J. B. Dunn. L'honorable D. S. Cage a exposé que l'objet du meeting était d'effectuer une organisation des contribuables de la paroisse pour résister aux taxes illégales et injustes. Il a été résolu de nommer un comité de huit membres pour préparer une constitution et des règlements. Le comité est ainsi composé : Major J. B. Dunn, Hon. Duncan S. Cage, R. W. Francis, Narcisse Robichaux, W. A. Shaffer, A. Thériot, Edmond McCollam, E. Hotard.

La réunion s'est ajournée au 7 avril pour entendre le rapport du comité.

Un mass meeting a eu lieu, il y quelques jours, à Wisnebem. On y a adopté des résolutions très fermes contre l'usurpation Kellogg.

Le *Democrat*, de Tangipahoa, encourage vivement les citoyens d'Amite à résister au paiement des taxes.


☞ Les STOMACH BITTERS en contiennent de racines, d'écorces et d'herbes dont les propriétés médicinales ont été depuis longtemps reconnues. Ces médicaments habilement combinés, forment un produit extrêmement salutaire. Nous les recommandons aux familles.


## Le cas de la Louisiane.

Les prédictions qui parlent de la Louisiane trouvent de l'écho dans notre Bible de l'Union. Nous lisons un journal influent du Kentucky, voici maintenant quelques extraits d'un article du *Middle Register* au sujet de l'Address du gouverneur McEnery :

Nous empruntons à nos lecteurs un document qui expose un appel fait par le gouverneur légal, John McEnery, aux Américains des Etats-Unis, pour obtenir justice. Quelle que fût la perspective pour nous-mêmes, ce n'a pas été difficile à cet appel, c'était néanmoins le devoir de tout vrai républicain de la Louisiane de le faire. Il le devait à son constituants, à la vérité de l'histoire et à la cause de la liberté américaine..... Nous avons, du bonne heure, prévu les épreuves auxquelles le peuple devait être soumis dans un "règne avec le sabre" et "la nécessité de la soumission passive à une légale servilité". C'était simplement une épreuve de force mentale, une épreuve de patience et de résignation.

Le but du *Register* a été de fortifier les cœurs de ses consternés pour qu'ils supportent cette épreuve calmes des hommes, et enfin pour encourager la cette opération politique. Il ne s'est jamais occupé de la question de leur nationalité ou de leur origine.

Il s'est fait, qu'une épreuve de force allait être subie d'une manière ou d'une autre, et qu'il fallait se tenir prêt pour le moment. Cet moment est venu. Lorsque Pinchback a été nommé sénateur des Etats-Unis, il a été reconnu par le président du Sénat et qu'il devait être admis à prendre son siège. Cette déclaration a été faite par le président du Sénat, et des hommes représentés par des courbes et des chiffres montrent les majorités aux mains républicaines. Le vrai républicain et la majorité républicaine, le vrai républicain et la majorité républicaine, le vrai républicain et la majorité républicaine,